



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

Direction Départementale des Territoires
du Haut-Rhin

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du Logement
Grand Est

A R R Ê T É

2 août 2019 – 00108 - PR

**portant approbation de la modification n°2 du plan de prévention des risques
technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à
Village-Neuf**

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

**Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L515-15 à L515.25 et R515-39 à R515-50 relatifs au plan de prévention des risques technologiques;
- Vu** en particulier l'article L. 515-22-1-II du code de l'environnement encadrant la procédure simplifiée de modification d'un PPRT;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L132-2, L151-43, L211-1, L230-1;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014267-0010 du 24 septembre 2014, modifié le 01 septembre 2017, portant approbation du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-Neuf;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 0056 PR du 17 juillet 2018 prescrivant la modification du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-Neuf;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 0057 PR du 17 juillet 2018 portant suspension partielle de l'application des mesures prévues par le plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-Neuf;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 0032 PR du 18 mars 2019 portant ouverture d'une période de consultation du public relative à la modification du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-Neuf;

Vu le rapport final conjoint du 12 juin 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et de la direction départementale des territoires du Haut-Rhin ;

Considérant la nécessité, suite aux modifications apportées aux installations exploitées par la société DSM Nutritional Products de revoir les mesures foncières, les contraintes et règles en matière de construction, d'urbanisme et d'usage ainsi que les mesures de protection des personnes prescrites par le plan de prévention des risques technologiques approuvé;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général;

ARRÊTE

Article 1er : La modification n°2 du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal situées à Village-Neuf, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Article 2 : L'approbation de la modification n°2 du plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal emporte abrogation des dispositions du plan approuvé par arrêté préfectoral n° n° 2014267-0010 du 24 septembre 2014, modifié le 01 septembre 2017. Le plan de prévention des risques technologiques modifié comprend :

- la notice de présentation de la modification
- les nouveaux documents graphiques figurant dans le dossier de la modification,
- le nouveau règlement figurant dans le dossier de la modification,
- le cahier des recommandations figurant dans le dossier de la modification approuvé en application de l'article L515-16-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Les informations contenues sur les risques dans la notice de présentation et dans le règlement du PPRT valent information des propriétaires ou gestionnaires de biens autres que les logements, ainsi que des responsables des activités, du type de risques auxquels leur bien ou activité est soumis, ainsi que de la gravité, de la probabilité et de la cinétique de ces risques, afin que ceux-ci, chacun en ce qui le concerne, mettent en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables.

Article 4 : Le plan modifié vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L151-43 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de Village-Neuf et Huningue dans le délai de 3 mois prévu par ce même code.

Article 5 : l'arrêté préfectoral n° 0057- PR du 17 juillet 2018 portant suspension partielle de l'application des mesures prévues par le plan de prévention des risques technologiques des sociétés DSM Nutritional Products et Rubis Terminal est abrogé.

Article 6 : Les mesures de protection des populations contre les risques encourus, prescrites par le plan de prévention des risques technologiques, devront être mises en œuvre dans les délais fixés au IV du règlement à compter de la date d'effet de l'arrêté n° 2014267-0010 du 24 septembre 2014 portant approbation du PPRT.

Article 7 : Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux maires des communes concernées ainsi qu'au président de la communauté d'agglomération Saint-Louis Agglomération.

Il devra être affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairies de Village-Neuf et Huningue ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Saint-Louis Agglomération pour y être porté à la connaissance du public. Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans deux journaux diffusés dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Un exemplaire du plan modifié est tenu à la disposition du public, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public, à la préfecture du Haut-Rhin, en mairie de Village-Neuf et Huningue ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération Saint-Louis Agglomération. Un exemplaire est également consultable via le site internet de la DREAL Grand Est : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr>

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin,
- soit d'un recours hiérarchique adressé au ministre de la Transition Ecologique et Solidaire.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la paix - BP 51 038 - 67070 STRASBOURG CEDEX) soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique) dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 7, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive de ses mesures de publication, par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public autres que les communes de moins de 3500 habitants et les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand-Est, le directeur départemental des territoires (DDT) du Haut-Rhin, les maires des communes de Village-Neuf et Huningue, le président de la communauté d'agglomération Saint-Louis Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le - 2 AOUT 2019

Le préfet Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Département du Haut-Rhin – Communes de Village-Neuf et Huningue

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

**DSM Nutritional Products France
et Rubis Terminal**

Modification n° 2



- Notice de présentation
- Plan de zonage réglementaire
- **Règlement**
- Cahier de recommandations

-Dossier de la modification n°2 du PPRT
approuvé par arrêté préfectoral n°00108 BP du 02/08/2019

Table des matières

<u>TITRE I - PORTÉE DU PPRT, DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	6
<u>Chapitre I.1 - Champ d'application</u>	6
Article I.1.1. Champ d'application	6
Article I.1.2. Portée des dispositions	6
Article I.1.3. Les principes de réglementation	7
Article I.1.4. Articulation avec le cahier de recommandations	8
<u>Chapitre I.2 - Application et mise en œuvre du PPRT</u>	8
Article I.2.1. Effets du PPRT	8
Article I.2.2. Conditions de mise en œuvre des mesures foncières	9
Article I.2.3. Les responsabilités et les infractions attachées au PPRT	9
Responsabilités	9
Infractions	9
Recours	10
<u>Chapitre I.3 - Modification du PPRT</u>	10
<u>TITRE II - RÉGLEMENTATION DES PROJETS</u>	10
<u>PRÉAMBULE – PRINCIPES GÉNÉRAUX</u>	10
« activités »	10
« activité à faible enjeu »	11
« activités connexes ou nécessaires dans la zone »	11
« activité de chargement / déchargement des zones portuaires et activités connexes »	11
« activités générales du service portuaire »	11
« activité industrielle »	12
« activité ou établissement sensible »	12
« activités participant au service portuaire »	12
« activités présentant un lien direct avec l'établissement à l'origine du risque »	12
« activités prestataires pour l'établissement à l'origine du risque »	12
« activité sans fréquentation permanente »	13
« activité tertiaire »	13
« augmentation notable du nombre de personnes exposées »	13
« destination des constructions »	14
« effets combinés »	14
« établissement recevant du Public (ERP) »	14
« étude préalable »	14
« extensions limitées »	14

« ICPE »:	15
« IOP »:	15
« projet »:	15
« projet nouveau »:	15
« projet sur les biens et activités existants »:	15
« règles particulières de construction »:	15
« surface de plancher » :	16
« vulnérabilité (plus faible, plus forte, diminution de ..., augmentation de...) » :	16

CHAPITRE II.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE GRISEE (G).....17

<u>Article II.1.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants.</u>	17
I.1.1.1. Conditions de réalisation.....	17
II.1.1.1.1. Règles d'urbanisme.....	17
II.1.1.1.1.1. Interdictions.....	17
II.1.1.1.1.2. Prescriptions.....	17
II.1.1.1.2. Règles particulières de construction.....	17
II.1.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....	17

CHAPITRE II.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES R.....18

<u>Article II.2.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants.</u>	18
II.2.1.1. Conditions de réalisation.....	18
II.2.1.1.1. Règles d'urbanisme.....	18
II.2.1.1.1.1. Interdictions.....	18
II.2.1.1.1.2. Prescriptions.....	18
II.2.1.1.2. Règles particulières de construction.....	19
II.2.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....	21

CHAPITRE II.3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES r.....22

<u>Article II.3.1 Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants.</u>	22
II.3.1.1. Conditions de réalisation.....	22
II.3.1.1.1. Règles d'urbanisme.....	22
II.3.1.1.1.1. Interdictions.....	22
II.3.1.1.1.2. Prescriptions.....	22
II.3.1.1.2. Règles particulières de construction.....	23
II.3.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....	24

CHAPITRE II.4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE B.....26

<u>Article II.4.1. Les projets nouveaux</u>	26
II.4.1.1 Conditions de réalisation.....	26
II.4.1.1.1 Règles d'urbanisme.....	26
II.4.1.1.1.1 Interdictions.....	26
II.4.1.1.1.2 Prescriptions.....	26
II.4.1.1.2. Règles particulières de construction.....	27
II.4.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation.....	29
<u>Article II.4.2. Les projets sur les biens et activités existants</u>	29
II.4.2.1 Conditions de réalisation.....	29
II.4.2.1.1 Règles d'urbanisme.....	29

II.4.2.1.1.1 Interdictions.....	29
II.4.2.1.1.2 Prescriptions.....	30
II.4.2.1.2 Règles particulières de construction.....	31
II.4.2.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation.....	32

CHAPITRE II.5 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES b.....34

<u>Article II.5.1 Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants</u>	34
II.5.1.1 Conditions de réalisation.....	34
II.5.1.1.1 Règles d'urbanisme.....	34
II.5.1.1.1.1 Interdictions.....	34
II.5.1.1.1.2 Prescriptions.....	34
II.5.1.1.2 Règles particulières de construction.....	35
II.5.1.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation.....	35

TITRE III - MESURES FONCIÈRES.....36

Chapitre III.1 – Les mesures définies.....36

<u>Article III.1.1. Mesures définies dans les secteurs Ex</u>	36
<u>Article III.1.2 Mesures définies dans les secteurs De</u>	36
<u>Article III.1.3 Droit de préemption</u>	36

Chapitre III.2 - Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières.....37

TITRE IV - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS.....38

PRÉAMBULE – PRINCIPES GENERAUX.....38

Chapitre IV.1 - Mesures relatives à l'aménagement.....38

<u>Article IV.1.1 Généralités</u>	38
<u>Article IV.1.2. Prescriptions applicables en zone rouge foncé R</u>	39
IV.1.2.1. Prescriptions sur le bâti.....	39
IV.1.2.1. 1 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation.....	41
IV.1.2.2. Prescriptions sur les infrastructures de transport.....	41
<u>Article IV.1.3. Prescriptions applicables en zone rouge clair r</u>	41
IV.1.3.1. Prescriptions sur le bâti.....	42
IV.1.3.1.1 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation.....	43
IV.1.3.2 Prescriptions sur les infrastructures de transport.....	43
<u>Article IV.1.4 Prescriptions applicables en zone bleu foncé B</u>	44
<u>Article IV.1.5 Prescriptions applicables en zone bleu clair b</u>	45

Chapitre IV.2 – Mesures relatives à l'utilisation et à l'exploitation45

<u>Article IV.2.1 Utilisation et exploitation des bâtiments d'activité en zones rouge foncé R et rouge clair "r".....</u>	45
<u>Article IV.2.2 Utilisation et exploitation des bâtiments d'activité en zone bleu foncé "B".....</u>	45
<u>Article IV.2.3 Utilisation et exploitation des ERP et des IOP en zone bleu foncé "B"..</u>	45
<u>Article IV.2.4 Caravanes, campings-cars et résidences mobiles.....</u>	46
<u>Article IV.2.5 Cheminements cyclables et piétonniers.....</u>	46
<u>Article IV.2.6 Stationnement sur le domaine public des poids lourds transportant des matières dangereuses.....</u>	46
<u>Article IV.2.7 Manifestations.....</u>	46
 <u>TITRE V - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE.....</u>	47
 <u>Liste des annexes au règlement.....</u>	48

TITRE I - PORTÉE DU PPRT, DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre I.1 - Champ d'application

Article I.1.1. Champ d'application

Établi en application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages qui a créé les articles L 515-8 et L 515-15 à L 515-26 du code de l'environnement, le présent plan de prévention des risques technologiques (PPRT) concernant les installations des sociétés DSM Nutritional Products France et Rubis Terminal, s'applique aux parties du territoire des communes de Village-Neuf et Huningue, situées à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques (PER).

Le plan de zonage réglementaire délimite le périmètre d'exposition aux risques (PR) en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. Ce périmètre correspond à l'ensemble du territoire impacté par les aléas du PPRT, qu'il fasse l'objet d'une réglementation ou de seules recommandations.

A l'intérieur de ce périmètre, le présent règlement fixe les dispositions ayant pour but de limiter les conséquences d'un accident susceptible de trouver son origine dans les installations de DSM Nutritional Products France et Rubis Terminal et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques.

Article I.1.2. Portée des dispositions

En application des articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives :

- aux biens,
- à l'exercice de toutes activités,
- à tous travaux,
- à toutes constructions et installations,

destinées à limiter les conséquences d'accidents susceptibles de survenir au sein des établissements DSM Nutritional Products France et Rubis Terminal.

Le PPRT définit :

- des règles d'urbanisme ;
- des règles particulières de construction dont la mise en œuvre est placée sous la responsabilité des pétitionnaires ;
- des règles d'exploitation et de gestion ;
- des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, pouvant aller jusqu'à la réalisation de travaux, ainsi que des mesures à réaliser sur les biens existants ;
- et, le cas échéant, des secteurs de mesures foncières.

Le règlement du PPRT s'applique sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer par ailleurs.

Article I.1.3. Les principes de réglementation

Le présent règlement s'applique aux zones des communes de Village-Neuf et Huningue délimitées par le plan de zonage réglementaire du PPRT. Ces zones sont soumises aux risques technologiques engendrés par DSM Nutritional Products France et Rubis Terminal.

La délimitation des zones réglementaires résulte de l'application des principes de réglementation décrits dans le guide méthodologique d'élaboration des PPRT, mais aussi des choix effectués lors de la phase de stratégie par les acteurs du PPRT, en tenant compte du type de risque, de la cinétique, de la gravité potentielle des phénomènes dangereux et de la probabilité d'occurrence des accidents technologiques décrits dans les études de dangers, ainsi que des mesures de réduction du risque à la source mises en œuvre et de la vulnérabilité des enjeux du territoire exposé aux risques.

Le plan de zonage réglementaire du PPRT permet de repérer toute parcelle cadastrale située à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques et, en utilisant un code couleur pour chaque zone de risque (zones rouges, bleues et grisée), de se référer au règlement pour connaître les contraintes auxquelles elle est soumise. Les zones sont identifiées par un code de type "lettre". Lorsque les zones de base sont soumises à des combinaisons d'aléa différentes, elles sont divisées en zones réglementaires, identifiées par un code de type « lettre, chiffre ». Les secteurs de mesures foncières sont identifiés par une mention "De + chiffre" pour les secteurs de délaissement.

En application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, 5 types de zones décomposées en zones réglementaires ont été identifiées à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques :

- une zone grisée (G) délimitée par l'enveloppe extérieure de l'emprise spatiale des établissements à l'origine des risques ;
- une zone rouge foncé (R) d'interdiction stricte, soumise à un aléa de niveau "très fort" (TF+ ou TF) à cinétique rapide, présentant un risque très grave pour la vie humaine ;
- une zone rouge clair (r) d'interdiction stricte avec quelques aménagements soumise à un aléa de niveau "fort" (F+ ou F) à cinétique rapide, présentant un risque grave à très grave pour la vie humaine ;
- une zone bleue foncée (B) d'autorisation sous conditions soumise à un aléa de niveau "moyen plus" (M+), à cinétique rapide, présentant un risque significatif à grave pour la vie humaine ;
- une zone bleu clair (b) d'autorisation avec prescriptions soumise à un aléa toxique ou thermique de niveau "moyen" (M) à cinétique rapide, présentant un risque significatif pour la vie humaine et/ou à un aléa de suppression de niveau "faible" (Fai) correspondant à des effets indirects par bris de vitres sur l'homme.

Pour chacune de ces zones, une réglementation spécifique est définie par les titres II à IV du présent règlement. Cette réglementation est graduée selon les types de zones de base définies ci-dessus et adaptée pour tenir compte de la superposition des aléas impactant chacune des zones réglementaires.

La zone verte (v) soumise à un aléa toxique de niveau faible (Fai), qui apparaît sur la carte de zonage réglementaire, ne fait plus l'objet de recommandations.

Trois (3) secteurs de délaissement subsisteront après la modification n°2 du PPRT, le PPRT modifié n°1 en comportait quatre (4). Ces secteurs de délaissement avaient été définis à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, en raison de l'existence d'au moins un aléa présentant un danger grave pour la vie humaine.

Article I.1.4. Articulation avec le cahier de recommandations

Les mesures prescrites par le présent règlement sont d'application obligatoire.

Le présent règlement du PPRT est complété par des recommandations explicitées dans le cahier de recommandations, tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus. Les dispositions figurant dans le cahier de recommandations n'ont pas de caractère obligatoire. Il convient de s'y reporter pour connaître les dispositions préconisées :

- dans les zones représentées en vert sur le plan de zonage et soumises uniquement à des recommandations ;
- dans les zones réglementées, où certaines recommandations peuvent venir compléter les mesures de protection des populations prescrites au titre IV, notamment lorsque le coût de ces dernières dépassent les plafonds précisés à l'article IV.1.1 ;
- dans les zones réglementées lorsque pour un effet toxique et thermique, le niveau d'aléa n'engendre pas de prescription.

Chapitre I.2 - Application et mise en œuvre du PPRT

Article I.2.1. Effets du PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents situés dans le périmètre du plan en application de l'article L. 132-2 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article du même code, il est annexé aux plans locaux d'urbanisme par le maire ou le président de l'établissement public compétent dans le délai de trois mois suite à la mise en demeure du représentant de l'État.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

En cas de discordance avec le POS, le PLU ou toute autre réglementation, les dispositions les plus contraignantes s'imposent pour la délivrance des autorisations d'occupation et utilisation du sol.

Article I.2.2. Conditions de mise en œuvre des mesures foncières

Les mesures foncières de délaissement identifiées dans les secteurs du périmètre d'exposition aux risques sont définies dans la convention de financement décrite au II de l'article L515-19-1 du code de l'environnement signée le 26 janvier 2016.

Les propriétaires des biens concernés peuvent mettre en demeure la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme de procéder à l'acquisition de leur bien, pendant une durée de six ans à compter de la date de signature de la convention.

Les conditions de mise en place du droit de délaissement sont définies par les codes de l'expropriation, de l'environnement et de l'urbanisme et notamment les articles L 515-16 du code de l'environnement et les articles L 230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Article I.2.3. Les responsabilités et les infractions attachées au PPRT

Responsabilités

Le PPRT est opposable à toute personne publique ou privée:

- propriétaire, exploitant, autorité organisatrice de transport ou utilisateur des constructions, ouvrages, installations, infrastructures de transport et voies de communication, sous réserve de l'application de la circulaire IOCE1205262C du 30 mars 2012 portant sur les infrastructures ferroviaires,
- porteur de projet relevant de l'autorisation, de la déclaration ou dispensé de formalité au titre du code de l'urbanisme, et notamment:
 - des constructions, infrastructures de transport ou équipements nouveaux,
 - des extensions ou aménagements (avec ou sans changement de destination) sur les constructions, équipements existants.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Les maîtres d'ouvrage, gestionnaires et exploitants ont également obligation de respecter les règles d'utilisation et d'entretien. Les projets non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalables sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Infractions

L'article L515-24 du code de l'environnement précise que les infractions aux prescriptions édictées en application de l'article L515-16-1 de ce même code sont punies des peines prévues à l'article L480-4 du code de l'urbanisme.

Recours

L'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT peut faire l'objet d'une saisine du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le requérant peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de l'environnement d'un recours hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant, soit la date de réponse de l'autorité saisie, soit en l'absence de réponse valant rejet implicite du recours, la date d'expiration du délai de recours gracieux ou hiérarchique.

Chapitre I.3 - Modification du PPRT

Les procédures de modification du PPRT sont prévues au II de l'article L515-22-1 du code de l'environnement créé par Ordonnance n°2015-1324 du 22 octobre 2015 - art.3 relative aux plans de prévention et rédigé comme suit :

« Le plan de prévention des risques technologiques peut être modifié suivant une procédure simplifiée si la modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan ou si la portée des mesures qu'il prévoit est revue à la baisse. Il n'y a pas lieu dans ce cas d'organiser une enquête publique. Une consultation du public est organisée selon les modalités au II de l'article L123-19-1 du code de l'environnement ».

TITRE II - RÉGLEMENTATION DES PROJETS

PRÉAMBULE – PRINCIPES GENERAUX

Les définitions et précisions qui suivent sont essentielles pour la bonne compréhension du règlement du PPRT :

« activités »:

Les activités sont définies dans la NAF (nomenclature des activités françaises) établie par l'INSEE et approuvée par le décret n° 2007-1888 du 26 décembre 2007 (agriculture, chasse, sylviculture, pêche, aquaculture, services annexes, industries extractives, industrie manufacturière, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, construction, commerce, réparations automobile et d'articles domestiques, hôtels et restaurants, transports et communications, activités financières, immobilier, location et services aux entreprises, administration publique, éducation, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels, activités des ménages et activités extra-territoriales).

« activité à faible enjeu »:

Activités au sein desquelles les personnes ne sont pas présentes de façon permanente, c'est-à-dire qu'ils exercent leurs tâches à l'extérieur du site de façon majoritaire. Ce critère est défini sur la base du principe suivant: toutes les personnes sont à l'extérieur de la zone réglementée pendant une part très significative de leur temps de travail (de l'ordre de 90%). Ce calcul est effectué en prenant en compte uniquement les personnes susceptibles de se trouver dans la zone réglementée et la durée maximale hebdomadaire de leur présence dans l'entreprise.

Ces activités peuvent regrouper notamment:

- des services de prestation chez les particuliers ou les entreprises tels que la maintenance des réseaux électriques, des chaudières, l'installation d'équipements, etc... pour lesquels les personnels sont majoritairement en intervention à l'extérieur;
- du stockage de matériels ou de matériaux.

« activités connexes ou nécessaires dans la zone » :

Activités dont l'absence peut soit engendrer des conséquences sur le fonctionnement technique ou économique de la zone voire remettre en question la viabilité des entreprises à l'origine du risque présentes, soit ne pas paraître efficace en termes de protection des personnes dans la mesure où les personnes sont susceptibles de revenir dans la zone via des moyens moins protecteurs. Appartiennent à cette catégorie les activités présentant un lien direct avec l'établissement à l'origine du risque, les activités prestataires pour l'établissement à l'origine du risque ou les activités participant au service portuaire.

« activité de chargement / déchargement des zones portuaires et activités connexes »:

- portiques, cavaliers,
- grues, bras de chargement/ déchargement,
- outillage des quais,
- aires ou entrepôts de transit des marchandises ou conteneurs directement liés aux installations de chargement / déchargement,
- zones de stationnement des véhicules devant être chargés ou déchargés.

« activités générales du service portuaire »

- capitainerie,
- ateliers navals (réparation / entretien des bateaux),
- stations de dégazage et de déballastage des navires,
- stations des activités de remorquage, de lamanage, etc.,
- postes de gardiennage,
- quais et bassins,
- écluses.

« activité industrielle »:

Définie au sens de la nomenclature des activités économiques de l'INSEE, c'est à dire des activités consistant en la transformation plus ou moins élaborée des matières premières. Sont concernées par le présent règlement, toutes les entités liées à l'activité industrielle (bâtiments, équipements, ouvrages...). Par exception, les entrepôts, définis au sens de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE, sont considérés comme des activités industrielles.

« activité ou établissement sensible »:

- activité ou établissement sensible: un centre opérationnel, un bâtiment ou un équipement concourant à l'organisation des secours et à la gestion de crise.
- établissement sensible : un ERP (Établissement Recevant du Public) ou une IOP (Installation Ouverte au Public) difficilement évacuable.

Un bâtiment ou une installation facilement évacuable est un bâtiment ou une installation dont les occupants ont, compte tenu de la durée de développement des phénomènes dangereux considérés, à la fois le temps suffisant pour évacuer le bâtiment et pour quitter la zone des effets considérés.

Un bâtiment difficilement évacuable est un bâtiment qui ne répond pas à ces deux conditions.

2 catégories de bâtiments difficilement évacuables sont identifiées :

- liée à la vulnérabilité et à la faible autonomie ou capacité de mobilité des personnes (modulation en fonction du nombre de personnes): établissements scolaires, établissements de soins, structures d'accueil pour personnes âgées ou personnes handicapées, autres : prisons...
- liée au nombre important de personnes présentes dans l'établissement recevant du public (ERP) ou l'installation ouverte au public (IOP) (grandes surfaces commerciales, lieux de manifestation, lieux de concert et de spectacle, installations sportives ou de loisirs de plein-air, etc.).

« activités participant au service portuaire »:

Les activités participant au service portuaire sont réparties en deux catégories: les activités générales et les activités de chargement / déchargement et activités connexes.

« activités présentant un lien direct avec l'établissement à l'origine du risque » :

Activités définies comme étant directement liées à l'établissement à l'origine du risque. Ce lien direct consiste en tout ou partie des cas suivants:

- flux de matières (matières premières, sous-produits, produits finis, etc.) ou d'énergie dont les origines et destinations ne peuvent pas être implantées ailleurs, déplacées ou éloignées pour des raisons de sécurité ou de viabilité des process de l'établissement à l'origine du risque,
- utilisation commune d'utilités implantées sur le site de l'activité,
- lien économique ou technique d'importance vitale pour l'établissement à l'origine du risque, c'est-à-dire entraînant la fermeture de l'établissement en cas de délocalisation de l'activité.

« activités prestataires pour l'établissement à l'origine du risque »:

Activités regroupant en premier lieu toutes les entreprises intervenant au sein de l'établissement à l'origine du risque pour différentes prestations et respectant les deux critères suivants :

- la société prestataire intervient un temps significatif (de l'ordre de 70% de son temps) dans l'établissement à l'origine du risque. Ce calcul est effectué sur la base du temps total de travail

de l'ensemble des personnels intervenant pour des opérations répondant au critère de l'alinéa suivant (hors personnel administratif).

- les prestations sont uniquement celles nécessitant une présence sur le site, c'est-à-dire ne pouvant pas être réalisées hors du site. A titre d'exemple, les opérations de maintenance des machines, d'entretien des réseaux électriques, etc..., entrent dans ce champ. A contrario, les prestations « administratives » telle que la comptabilité ne répond pas à ce critère.

Par ailleurs, ces activités regroupent également les prestations indispensables à la vie des établissements à l'origine du risque dans la mesure où elles n'accueillent que le personnel de ces établissements. A titre d'exemple, les activités de type centre de loisirs privé accueillant le personnel ne doivent pas être considérées comme prestataires au sens du présent règlement en tant qu'elles ne sont pas indispensables à la vie sur le site.

« activité sans fréquentation permanente »:

Activité ne nécessitant l'affectation d'aucune personne en poste de travail permanent dans les constructions, installation, ouvrage ou équipement. La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles, telles que les opérations de maintenance.

A titre d'exemple, les activités suivantes entrent dans cette catégorie :

- les stations d'épuration automatisées,
- les fermes photovoltaïques,
- les éoliennes,
- les installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif, telles que réseaux d'eau, d'électricité, transformateurs, pylônes, antennes de téléphonie mobile, canalisations...
- les hangars agricoles.

« activité tertiaire »:

Activité appartenant au secteur tertiaire, défini par l'INSEE, par complémentarité avec les activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles (secteur primaire) et les activités industrielles (secteur secondaire). Par exception, les entrepôts sont considérés comme des activités industrielles.

« augmentation notable du nombre de personnes exposées »:

Augmentation dépassant 10 personnes par hectare rapporté à la surface construite au sol ou dépassant une limite de 10 % du nombre de personnes présentes dans l'entreprise ou l'ERP à la date d'approbation du PPRT. Cette notion s'applique à la totalité des extensions et non pas à chaque extension demandée. En cas de séparation d'une entreprise en plusieurs entités, celles-ci peuvent prétendre à une augmentation du nombre de personnes présentes dans les mêmes limites, déduction faite des augmentations déjà effectuées sur l'entreprise avant sa séparation.

« destination des constructions »:

1.- En matière d'urbanisme, les différentes destinations sont précisées à l'article R. 151-27 de ce code (habitation, commerce et activités de service, exploitation agricole et forestière, équipements d'intérêt collectif et services publics, autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire).

2.- En matière de protection des personnes, on distingue les constructions:

- à destination d'habitation. Il peut s'agir de logements individuels, situés dans des constructions ne comportant qu'un logement (maison), de logements collectifs, situés dans des constructions comportant au moins deux logements (immeuble). Les gîtes et chambres d'hôtes sont considérés comme des habitations.
- à destination d'activités économiques ou non (n'accueillant pas de public). Certaines activités sont considérées comme « activités sensibles » (voir définition ci-après).
- à destination d'établissement recevant du public (ERP) ou d'installations ouvertes au public (IOP). Certains ERP sont considérés comme « ERP sensibles » (voir les définitions).

« effets combinés »:

Lorsqu'un phénomène dangereux est à l'origine de plusieurs effets (par exemple thermique et de surpression), les effets sont dits "combinés".

« établissement recevant du Public (ERP) »:

Le terme établissement recevant du public (ERP), défini à l'article R123-2 du Code de la construction et de l'habitation, désigne les lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs autres que les employés (salariés ou fonctionnaires) qui sont, eux, protégés par les règles relatives à la santé et sécurité au travail. Un ERP est caractérisé par:

- l'activité, ou « type », qui est désignée par une lettre définie par l'article GN 1 du règlement de sécurité incendie dans les ERP;
- la capacité, ou « catégorie », qui est désignée par un chiffre défini par l'article R123-19 du Code de la construction et de l'habitation.

« étude préalable » :

Lorsqu'une étude préalable est prescrite, tout projet ne peut être réalisé, qu'il soit soumis à autorisation d'urbanisme ou dispensé de formalité d'urbanisme, qu'au regard des conclusions de cette étude. Elle demeure à la charge du pétitionnaire, précisant les conditions d'utilisation et d'exploitation, expliquant comment le projet remplit les conditions d'autorisation et vérifiant que les objectifs de performance prescrits au paragraphe « Règles particulières de construction » soient respectés.

Dans le cas où le projet est soumis à autorisation d'urbanisme, et conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, « une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception », doit être jointe à toute demande d'autorisation d'urbanisme.

« extensions limitées »:

Pour l'application de la limitation des extensions, la situation projetée est comparée à celle existante à l'approbation du PPRT.

« ICPE »:

Installation classée pour la protection de l'environnement, au sens de l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

« IOP »:

Installations ouvertes au public (IOP) : la définition figure dans la Circulaire interministérielle n° 2007-53 DGUHC du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation

« projet »:

Un projet se définit comme étant, à compter de la date d'approbation du PPRT, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes. On distingue les "projets nouveaux" et les "projets sur les biens et activités existants" (voir définitions ci-après).

« projet nouveau »:

Réalisation de construction, d'ouvrage, d'installation ou de voie de communication nouveaux.

« projet sur les biens et activités existants »:

Aménagement et/ou extension de construction, ouvrage, installation ou voie de communication existants à la date d'approbation du PPRT, changement de destination ou reconstruction d'une construction existante.

« règles particulières de construction »:

La réalisation d'un projet peut être conditionnée au respect de règles particulières de construction. Ces règles permettent d'assurer une protection des occupants contre des effets toxique, thermique ou de surpression.

Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du projet.

Les protections à mettre en œuvre peuvent nécessiter la réalisation d'études spécifiques menées à partir des données décrites dans la note de présentation, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études incluent la localisation des sources des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la protection des occupants.

- pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en $[\text{kW}/\text{m}^2]$ en cas d'effet thermique continu ou en $[(\text{kW}/\text{m}^2)^{4/3} \cdot \text{s}]$ en cas d'effet thermique transitoire;
- pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms] ;
- pour un effet toxique, il s'agit de la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible A_{tt} (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet. Le coefficient d'atténuation cible est le rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local pendant 2 heures de confinement (concentration correspondant au seuil des effets irréversibles pour une durée d'exposition de 2 heures) et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte.

- Le calcul du niveau de perméabilité à l'air à respecter pour que l'objectif de performance Att soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1c du règlement.

« surface de plancher » :

Conformément aux objectifs fixés à l'article 25 de la loi « Grenelle » II, la « surface de plancher » se substitue à la fois à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON).

Cette réforme de la surface de plancher de référence en urbanisme est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2012, soit en même temps que la réforme de la fiscalité de l'aménagement.

La « surface de plancher » s'entend comme la somme des surfaces de plancher closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs.

Le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, publié au JO du 31 décembre 2011, fixe les conditions dans lesquelles peuvent être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que 10% des surfaces de plancher des immeubles collectifs.

« vulnérabilité (plus faible, plus forte, diminution de ..., augmentation de...) » :

Une vulnérabilité plus faible correspond à une diminution de vulnérabilité. Une vulnérabilité plus forte correspond à une augmentation de vulnérabilité.

Augmentation de vulnérabilité :

- dans le cas d'une construction à destination d'habitation, d'ERP ou d'activité, la vulnérabilité est augmentée lorsque des aménagements, travaux ou extensions aboutissent à une augmentation de sa capacité, de son effectif ou de l'exposition aux risques des personnes à l'intérieur du bâtiment.
- dans le cas d'un changement de destination d'une construction, la vulnérabilité est augmentée dès lors qu'à nombre constant de personnes exposées aux risques, une construction passe d'une destination de plus faible vulnérabilité, à une destination de plus forte vulnérabilité.

Les destinations des constructions suivantes sont classées par ordre croissant de vulnérabilité:

- 1) ICPE/activité industrielle ou artisanale non sensible.
 - 2) activité non sensible sans accueil de public.
 - 3) habitation
 - 4) ERP sans locaux de sommeil
 - 5) ERP avec locaux de sommeil
 - 6) établissement ou activité sensible.
- dans le cas d'une infrastructure de transport, la vulnérabilité est augmentée lorsque la capacité de l'infrastructure est significativement augmentée (passage à deux voies de circulation au lieu d'une, travaux rendant carrossable une voie qui ne l'était pas précédemment, aménagements et signalisation directionnelle visant à augmenter le trafic dans le périmètre d'exposition aux risques par exemple).

CHAPITRE II.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE GRISEE (G)

La zone grisée correspond à l'emprise spatiale des installations à l'origine du risque.
C'est une zone spécifique d'interdiction stricte réservée aux activités ou usages liés aux activités des exploitants à l'origine du risque technologique.

Article II.1.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

I.1.1.1. Conditions de réalisation

II.1.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.1.1.1.1.1. Interdictions

Tout projet nouveau et tout projet sur les biens et activités existants est interdit à l'exception de ceux autorisés à l'article II.1.1.1.1.2.

II.1.1.1.1.2. Prescriptions

Peuvent être autorisés les projets d'aménagement, d'ouvrage ou de construction, nouveaux ou sur des biens et activités existants, en lien direct avec les activités existantes dans la zone à la date d'approbation du PPRT et pouvant être exploitées ou exercées:

- en sous-traitance,
- par une filiale,
- par une société sœur,
- par une activité prestataire pour les établissements à l'origine du risque dans la mesure où il n'y a ni accueil de public, ni unité de sommeil.

II.1.1.1.2. Règles particulières de construction

Aucune disposition constructive n'est prescrite.

II.1.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Elles sont déterminées par les textes applicables en matière de risque technologique ou de protection des travailleurs, notamment la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et les arrêtés préfectoraux réglementant les installations présentes dans la zone grise au titre de cette même loi.

CHAPITRE II.2 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES R

Les zones « rouge foncé » **R** correspondent dans le présent PPRT à des zones réglementaires pour lesquelles l'un au moins des trois types d'aléa (thermique, toxique ou surpression) est de niveau très fort plus (TF+) ou très fort (TF). Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois types d'aléa. Les caractéristiques de chaque zone sont précisées dans la note de présentation.

Dans ces zones, le principe est de ne pas ajouter de présence humaine permanente sauf si elle est nécessaire à la survie des activités à l'origine du risque.

Ces zones sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Article II.2.1. Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

II.2.1.1. Conditions de réalisation

II.2.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.2.1.1.1.1. Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.2.1.1.1.2, tout nouveau projet ou sur biens et activités existants est interdit.

II.2.1.1.1.2. Prescriptions

Peuvent être autorisés sous réserve des règles particulières de construction définies à l'article II.2.1.1.2:

- les aménagements, les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible ;
- les constructions, ouvrages et équipements techniques destinés à des activités ceux strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux, qui ne sont pas de nature à aggraver les risques et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ;
- la réalisation, l'aménagement et la modification d'ouvrages techniques indispensables aux activités industrielles à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible et où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques ;
- la création, l'aménagement ou la modification d'infrastructures de transport destinées à la desserte des activités à l'origine du risque, des activités déjà installées à la date d'approbation du PPRT ou de celles autorisées au présent article sous réserve qu'elles permettent de réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible ;

**Z
O
N
E
S**

R1

R2

R3

R4

- les travaux de modernisation, d'aménagement, d'entretien et de gestion courants des constructions, ouvrages, équipements existants et de leurs accès, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques technologiques (ni effets dominos, ni augmentation de l'exposition des usagers aux risques);
- les travaux, aménagements et solutions alternatives résultant de l'étude prescrite à l'article IV.1.2, aux gestionnaires des voies de communication existantes sous réserve de réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible ;
- les aménagements, les extensions des établissements à l'origine des risques ;
- les travaux de démolition, exhaussements et affouillements ;
- la mise en place de clôtures ne pénalisant pas l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone.

Une étude préalable est prescrite pour tout projet, hormis ceux pour des activités sans fréquentation permanente.

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

II.2.1.1.2. Règles particulières de construction

Les projets autorisés conformément à l'article II.2.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes:

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
R1	> 8 kW/m ²
R2	> 8 kW/m ²
R4	> 8 kW/m ²

Lorsque l'intensité de l'effet thermique continu est indiquée comme supérieure à 8 kW/m², la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT ;

**Z
O
N
E
S**

R1

R2

R3

R4

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
R1	/
R2	$>1800 [(kW/m^2)^{4/3}].s$
R4	$>1800 [(kW/m^2)^{4/3}].s$

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à $>1800 [(kW/m^2)^{4/3}].s$ la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT;

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
R1	50 à 140 mbar	déflagration	20-50 ms
R2	> 200 mbar	à calculer à partir d'études spécifiques	
R3	35 à 50 mbar	déflagration	20-50 ms
R4	> 200 mbar	à calculer à partir d'études spécifiques	

Lorsque l'intensité de l'effet de surpression est indiquée comme supérieure à 200 mbar, la valeur de l'objectif de protection et les caractéristiques de l'effet (type de signal et temps d'application) en fonction de la localisation doivent être déterminées de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT ;

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives fixées à l'annexe 1 du règlement et respectant l'objectif de performance Att suivant en fonction de la zone:

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
R1	7,30 %
R3	6,90 %
R4	17,00 %

Pour les zones pour lesquelles il est indiqué que le taux d'atténuation est inférieure à 6,9 %, le taux d'atténuation cible sur l'emplacement du projet est à déterminer par des études spécifiques à mener à partir des données fournies par les études de danger, à l'origine du présent PPRT.

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et D5.

Z
O
N
E
S

R1

R2

R3

R4

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(es)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.2.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Dans toute la zone des effets toxiques, les menuiseries extérieures sont maintenues fermées (en fonctionnement courant) sauf pour usages ponctuels.

Tout projet concernant des activités sans fréquentation permanente doit contenir un plan de secours précisant les dispositions minimales permettant aux personnes amenées à intervenir ponctuellement dans cette zone de se protéger (comportement à tenir, mise à disposition d'équipements de protection individuels, information de l'établissement AS en vue que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées, signalisation ...).

En aucun cas, les constructions nouvelles ne peuvent accueillir de public, d'activités tertiaires ou de poste de travail permanent.

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.2.1.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis par l'étude préalable.

Sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet et notamment, celles imposant de n'accueillir dans cette zone ni poste de travail permanent supplémentaire, ni activité tertiaire et de n'y recevoir aucun public.

Lorsque l'implantation des bâtiments le permet, les locaux abritant des personnels chargés de tâches administratives nécessaires au fonctionnement des installations techniques autorisées à l'article II.2.1 doivent être implantés à l'extérieur des zones « R ».

Toute création de poste administratif non directement liée au fonctionnement des installations techniques autorisées à l'article II.2.1 est interdite.

Tout projet autorisé doit prévoir une signalisation des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

**Z
O
N
E
S**

R1

R2

R3

R4

CHAPITRE II.3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES r

Les zones « rouge clair » r correspondent dans le présent PPRT à des zones réglementaires pour lesquelles l'un au moins des trois types d'aléa (thermique, toxique ou surpression) est de niveau fort plus (F+) ou fort (F). Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois type d'aléa. Les caractéristiques de chaque zone sont précisées dans la note de présentation.

Dans ces zones, le principe est de ne pas ajouter de présence humaine permanente sauf si elle est nécessaire à la survie des activités à l'origine du risque.

Ces zones sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

Article II.3.1 Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

II.3.1.1. Conditions de réalisation

II.3.1.1.1. Règles d'urbanisme

II.3.1.1.1.1. Interdictions

À l'exception des projets définis à l'article II.3.1.1.1.2, tout projet nouveau ou sur biens et activités existants est interdit.

II.3.1.1.1.2. Prescriptions

Peuvent être autorisés sous réserve des règles particulières de construction définies à l'article II.3.1.1.2. :

- les aménagements et les extensions des activités AS à l'origine du risque ;
- les aménagements, constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un aléa de niveau inférieur ;
- la réalisation, l'aménagement ou la modification d'ouvrages techniques indispensables aux activités industrielles à l'origine du risque, dans la mesure où la densité de personnel est faible et où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques ;
- la création, l'aménagement ou la modification d'infrastructures de transport destinées principalement à la desserte des établissements à l'origine du risque et des activités existant dans la zone à la date d'approbation du PPRT ou de celles autorisées au présent article sous réserve qu'elles permettent de réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible ;
- les constructions, ouvrages et équipements techniques destinés à des activités sans fréquentation permanente ainsi que leur aménagement ou modification, ceux strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, qui ne sauraient être implantés en d'autres lieux et qui ne sont pas de nature à aggraver les risques, sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ;

**Z
O
N
E
S**

r1

r2

r3

r4

r5

- la reconstruction à l'identique de tout bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans suite à un sinistre, sauf si cette destruction ou cette démolition trouve son origine dans la réalisation d'un risque technologique pris en compte dans ce PPRT ;
- tout changement de destination d'une construction aboutissant à une diminution de la vulnérabilité ;
- les travaux, aménagements et solutions alternatives résultant de l'étude prescrite à l'article IV.1.3 aux gestionnaires des voies de communication existantes, sous réserve qu'elles permettent de réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible,
- les travaux de modernisation, d'entretien et de gestion courants des constructions, ouvrages et équipements existants, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques technologiques (ni effets dominos, ni augmentation de l'exposition des usagers aux risques) ;
- les travaux de démolition, exhaussements et affouillements ;
- la mise en place de clôtures ne pénalisant pas l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone.

Une étude préalable est prescrite pour tous projets, hormis ceux pour des activités sans fréquentation permanente et ceux qui ne dépassent pas 20 m² de surface de plancher.

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

II.3.1.1.2. Règles particulières de construction

Les projets pouvant être autorisés conformément à l'article II.3.1.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes:

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
r1	8 kW/m ²
r3	/

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
r1- r3	1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à >1800 [(kW/m²)^{4/3}].s la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT ;

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
r1	50 à 140 mbar	onde de choc	20- 1000 ms
r2 à r4	35 à 50 mbar	déflagration	20-50 ms
r5	50 à 140 mbar	déflagration	20-50 ms

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives et respectant l'objectif de performance Att suivant:

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
r1	17,00 %
r2	6,90 %
r4	7,30 %
r5	9,60 %

Pour les zones pour lesquelles il est indiqué que le taux d'atténuation est inférieure à 6,9 %, le taux d'atténuation cible sur l'emplacement du projet est à déterminer par des études spécifiques à mener à partir des données fournies par les études de danger, à l'origine du présent PPRT, à solliciter auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est.

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et 5D.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(es)objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.3.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Dans toute la zone des effets toxiques précisée en annexe 4, les menuiseries extérieures sont maintenues fermées (en fonctionnement courant) sauf pour usages ponctuels

Tout projet concernant des activités sans fréquentation permanente doit contenir un plan de secours précisant les dispositions minimales permettant aux personnes amenées à intervenir ponctuellement dans cette zone de se protéger (comportement à tenir, mise à disposition d'équipements de protection individuels, information de l'établissement AS en vue que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées, signalisation ...).

**Z
O
N
E
S**

r1

r2

r3

r4

r5

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.3.1.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis par l'étude préalable.

En particulier, sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet et, notamment, celles imposant de n'accueillir dans cette zone ni poste de travail permanent supplémentaire, ni activité tertiaire et de n'y recevoir aucun public.

En aucun cas, les constructions nouvelles ne peuvent accueillir d'activités tertiaires n'ayant pas le statut d'activité connexe ou nécessaire à la zone, ni de poste administratif non directement liée au fonctionnement des installations techniques.

Lorsque l'implantation des bâtiments le permet, les locaux abritant des personnels chargés de tâches administratives nécessaires au fonctionnement des installations techniques autorisées à l'article II.3.1 doivent être implantés à l'extérieur des zones « r ».

Toute création de poste administratif non directement liée au fonctionnement des installations techniques autorisées à l'article II.3.1 est interdite.

Tout projet autorisé doit prévoir une signalisation des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

**Z
O
N
E
S**

r1

r2

r3

r4

r5

CHAPITRE II.4 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE B

Dans les zones B, les personnes peuvent être exposées à l'un au moins des trois types d'aléas (thermique, toxique) de niveau moyen plus (M+) ou moyen (M) pour la surpression. Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois types d'aléas.

Dans ces zones, le principe d'autorisation prévaut sans toutefois que les zones aient vocation à augmenter significativement la population.

Ces zones sont régies par des règles d'urbanisme communes, mais font l'objet de dispositions de construction différentes.

**Z
O
N
E
S**

B1

Article II.4.1. Les projets nouveaux

B2

II.4.1.1 Conditions de réalisation

B3

II.4.1.1.1 Règles d'urbanisme

B4

II.4.1.1.1.1 Interdictions

B5

Sont interdits:

B6

- la construction de bâtiment à destination d'habitation, d'établissement recevant du public (ERP), d'activités, de bureaux et d'exploitation agricole sauf ceux mentionnés au II.4.1.1.1.2 ;
- la création d'IOP et la réalisation de terrains de camping et de stationnement de caravanes, résidences mobiles ou bâtiments modulaires sauf ceux mentionnés au II.4.1.1.1.2 ;
- toute infrastructure de transport nouvelle et tout équipement nouveau à l'exception de ceux visés au II.4.1.1.1.2.

B7

II.4.1.1.1.2 Prescriptions

Les réalisations d'aménagements ou d'ouvrages, les constructions et aménagements nouveaux, sont autorisées, à l'exception des projets mentionnés au II.4.1.1.1.1.

Peuvent être autorisés, sous réserve:

- du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.4.2.1.2,
- pour les activités, de la compatibilité avec leur environnement :
 - ✓ les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un niveau d'aléa plus faible ;
 - ✓ les infrastructures de transport nouvelles et équipements nouveaux d'intérêt général, sous réserve d'une nécessité technique impérative et que le personnel éventuel soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement des installations techniques ;

- ✓ les constructions, ouvrages et équipements pour des activités sans fréquentation permanente ou pour des activités à faible enjeu qui ne sont pas de nature à aggraver les risques, sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ;
- ✓ les nouvelles activités liées aux exploitants à l'origine du risque ;
- ✓ les nouvelles installations classées ICPE (voir préambule) autorisées compatibles, notamment au regard des effets dominos, de la gestion des situations d'urgence et de la vulnérabilité des personnes, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à accueillir du personnel administratif non directement lié à l'activité ;
- ✓ en zone portuaire, les constructions de nouvelles activités de chargement/déchargement nécessaires au fonctionnement des zones portuaires, compatibles (notamment au regard des effets dominos, de la gestion des situations d'urgence et de la vulnérabilité des personnes) et sous réserve que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement de l'installation technique ;
- ✓ les nouvelles activités générales du service portuaire sous réserve que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement des installations techniques ;
- ✓ les nouvelles activités nécessitant de s'implanter en zone portuaire sous réserve que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement des installations techniques ;
- ✓ les constructions nouvelles à destination d'habitation individuelle hors opération groupée, dans les dents creuses (voir préambule). Le COS est fixé à 0,50 et il n'est permis la construction que d'un seul logement par parcelle existante à la date d'approbation du PPRT.
- ✓ les nouvelles activités sans locaux de sommeil et sans accueil du public dans la mesure où il n'y a pas d'augmentation notable du nombre de personnes exposées (voir préambule) ;

Z
O
N
E
S

B1

B2

B3

B4

B5

B6

B7

Tout projet, hormis ceux mentionnés ci-après, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées au présent chapitre.

Cette prescription ne s'applique pas pour les projets dont la surface de plancher est égale ou inférieure à 20 m² et à ceux sans occupation permanente.

Conformément aux articles R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire ou de permis d'aménager.

II.4.1.1.2. Règles particulières de construction

Les projets autorisés conformément à l'article II.4.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes:

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
B1	5 KW/m ² ?

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
B1	/

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à $>1800 [(kW/m^2)^{4/3}]s$ la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT.

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
B1-B2-B5	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B3	50 à 140 mbar	déflagration	20 à 50 ms
B4-B6	35 à 50 mbar	Déflagration	20 à 50 ms

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives fixées à l'annexe 1 du règlement et respectant l'objectif de performance indiqué dans un des tableaux suivants, fonction de l'usage des bâtiments et de l'exposition des locaux de confinement:

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
B1-B2	17,00 %
B3-B4-B6-B7	7,30 %

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et 5D.

Dans le cas d'ERP associé à un logement attenant et communiquant, un seul local de confinement peut être prévu et dimensionné alors pour l'ensemble, l'objectif de performance à atteindre pour le local de confinement est alors celui fixé pour l'ERP.

Dans le cas de bâtiments accueillant plusieurs ERP, un ou plusieurs locaux de confinement peuvent être prévus communs à ces établissements, ils sont alors dimensionnés et accessibles pour l'ensemble.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(es) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.4.1.2. Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.4.1.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation définis dans l'étude préalable.

Sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet et, notamment, celles limitant le personnel à celui strictement nécessaire au fonctionnement des installations techniques ou celles imposant de n'accueillir aucun public et de ne créer ni poste de travail permanent, ni poste administratif dont les tâches ne sont pas nécessaires au fonctionnement des installations techniques.

Les projets faisant l'objet de prescriptions au titre de l'article II.4.1.1.2 doivent faire l'objet d'un affichage du risque et de la conduite à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités autorisées sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels, (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

Article II.4.2. Les projets sur les biens et activités existants

II.4.2.1 Conditions de réalisation

II.4.2.1.1 Règles d'urbanisme

II.4.2.1.1.1 Interdictions

Sont interdits:

- tout changement de destination d'une construction existante à l'exception de ceux visés à l'article II.4.2.1.1.2 ;
- toute extension de bâtiment à destination d'habitation, d'établissement recevant du public (ERP), d'activités économiques ou non ainsi que de bureaux à l'exception de ceux visés à l'article II.4.2.1.1.2 ;
- tout aménagement ou extension (avec ou sans changement de destination) d'une construction existante créant un nouvel établissement ou une activité sensible, ou augmentant la capacité d'accueil d'un établissement ou d'une activité sensible, ou occasionnant la transformation d'un ERP existant en ERP sensible, ou occasionnant la transformation d'une activité existante en activité sensible ;

Z
O
N
E
S

B1

B2

B3

B4

B5

B6

B7

- toute modification des infrastructures de transport ou des équipements publics existants, susceptible d'engendrer une augmentation notable du nombre des personnes exposées ou d'en prolonger la présence.

II.4.2.1.1.2 Prescriptions

Les aménagements, extension de construction, ouvrage, installation ou voie de communication existants, changement de destination ou reconstruction d'une construction existante sont autorisés, à l'exception de ceux mentionnés au II.4.2.1.1.1.

Peuvent être autorisés, sous réserve:

- du respect des règles particulières de construction définies à l'article II.4.2.1.2,
- pour les activités, de la compatibilité avec leur environnement :
 - ✓ les modifications ou déplacements d'infrastructures de transport ou d'équipements d'intérêt général existants sous réserve d'une nécessité technique impérative et d'une diminution de la vulnérabilité ;
 - ✓ tout changement de destination d'une construction aboutissant à une diminution de la vulnérabilité ;
 - ✓ les constructions ou installations de nature à réduire les effets du risque technologique, même pour un aléa de niveau inférieur ;
 - ✓ la reconstruction d'un bâtiment ou installation en cas de démolition ou de destruction suite à un sinistre quelle que soit l'origine du sinistre ;
 - ✓ l'extension, la transformation et l'aménagement des logements existants sous réserve de ne pas créer un nouveau logement, ni de chambres d'hôte et d'être limitée à 20 m² par rapport à la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PPRT ;
 - ✓ la construction de bâtiments annexes aux constructions principales, à usage de stockage ou de stationnement de véhicules ;
 - ✓ les constructions annexes aux ERP de type X et aux IOP permettant la diminution de la vulnérabilité ;
 - ✓ les travaux de modernisation, d'entretien et de gestion courants des constructions d'activités, ouvrages et équipements existants, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas de nature à aggraver les risques ;
 - ✓ les aménagements d'ouvrages techniques indispensables aux activités déjà installées ;
 - ✓ les aménagements et extensions d'activités à faible enjeu ou sans fréquentation humaine permanente ;
 - ✓ les extensions d'ICPE compatibles avec leur environnement, notamment au regard des effets dominos, de la gestion des situations d'urgence et de la vulnérabilité des personnes, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à accueillir du personnel administratif non directement lié à l'activité ;
 - ✓ les extensions des activités nécessitant de s'implanter en zone portuaire sous réserve que le

**Z
O
N
E
S**

B1

B2

B3

B4

B5

B6

B7

personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement des installations techniques ;

- ✓ les extensions des activités en place sous réserve d'être limitée à 30 % de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PPRT;
- ✓ les extensions des ERP en place sous réserve d'être limitée à 5 % de la surface de plancher existante au moment de l'approbation du PPRT ;
- ✓ les constructions annexes aux ERP et aux IOP qui ne sauraient être implantées dans une zone moins risquée et sous réserve qu'elle permette une diminution de la vulnérabilité ; les travaux d'aménagement et de rénovation des ERP existants, sans augmentation de la capacité d'accueil ;
- ✓ les travaux de démolition, exhaussements et affouillements ;
- ✓ la mise en place de clôtures ne pénalisant pas l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone.

Tout projet, hormis ceux mentionnés ci-après, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées au présent chapitre.

Cette prescription ne s'applique pas pour les projets nouveaux égaux ou inférieurs à 20 m² et à ceux sans occupation permanente.

Conformément à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire.

II.4.2.1.2 Règles particulières de construction

Les projets pouvant être autorisés conformément à l'article II.4.2.1.1.2 permettent d'assurer la protection des personnes:

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:
-

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
B1	5KW/m ²

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
B1	/

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à >1800 [(kW/m²)^{4/3}].s la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT.

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
B1-B2-B5	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B3	50 à 140 mbar	déflagration	20 à 50 ms
B4-B6	35 à 50 mbar	déflagration	20 à 50 ms

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives fixées à l'annexe 1 du règlement et respectant l'objectif de performance suivant, fonction de l'usage des bâtiments et de l'exposition des locaux de confinement:

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
B1-B2	17,00 %
B3-B4-B6-B7	7,30 %

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et 5D.

Dans le cas d'ERP associé à un logement attenant et communiquant, un seul local de confinement peut être prévu et dimensionné alors pour l'ensemble, l'objectif de performance à atteindre pour le local de confinement est alors celui fixé pour l'ERP.

Dans le cas de bâtiments accueillant plusieurs ERP, un ou plusieurs locaux de confinement peuvent être prévus communs à ces établissements, ils sont alors dimensionnés et accessibles pour l'ensemble.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

II.4.2.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation

Les usages, constructions, ouvrages, infrastructures et réseaux de transport sont maintenus, utilisés ou exploités de manière à satisfaire en permanence aux objectifs de performances fixés au II.4.2.1.2. et aux conditions d'utilisation et d'exploitation pris en compte au niveau de l'étude préalable.

Sont maintenues les restrictions d'usage ayant justifié l'autorisation du projet, et notamment, celles imposant de ne créer ni poste de travail permanent, ni poste administratif dont les tâches ne sont pas nécessaires au fonctionnement des installations techniques.

Les projets faisant l'objet de prescriptions au titre de l'article II.4.2.1.1.2, à l'exception de ceux concernant les habitations, doivent faire l'objet d'un affichage du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

Les activités ayant fait l'objet d'une autorisation sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels (formation, équipements de protection individuels adaptés aux risques, signalisation...).

**Z
O
N
E
S**

B1

B2

B3

B4

B5

B6

B7

CHAPITRE II.5 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONES b

Dans les zones b, les personnes peuvent être exposées à l'un au moins des trois types d'aléas : thermique, toxique de niveau moyen (M) ou surpression de niveau faible (Fai) et cinétique lente. Ces zones peuvent être soumises à un, deux ou trois types d'aléas.

Dans ces zones, le principe d'autorisation prévaut. Elles n'ont toutefois pas vocation à accueillir d'établissement ou d'activité sensible.

Article II.5.1 Les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

II.5.1.1 Conditions de réalisation

II.5.1.1.1 Règles d'urbanisme

II.5.1.1.1.1 Interdictions

Sont interdits:

- les établissements et activités sensibles (voir préambule),
- toute extension ou aménagement (avec ou sans changement de destination) d'une construction existante, créant un établissement ou une activité sensible ou augmentant la capacité d'accueil d'un établissement ou d'une activité sensible, ou occasionnant la transformation d'un ERP existant en ERP sensible, ou occasionnant la transformation d'une activité existante en activité sensible.

II.5.1.1.1.2 Prescriptions

Les réalisations d'aménagements ou d'ouvrages, les constructions nouvelles, les aménagements, extensions de construction, ouvrage, installation ou voie de communication existants, les changements de destination ou reconstructions d'une construction existante peuvent être autorisées, à l'exception des projets mentionnés au II.5.1.1.1.1, sous réserve de la compatibilité des activités nouvelles avec leur environnement.

Tout projet, hormis ceux mentionnés ci-après, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions répondent aux prescriptions fixées au présent chapitre.

Cette prescription ne s'applique pas pour les projets nouveaux égaux ou inférieurs à 20 m² ou les projets d'extension de constructions existantes égaux ou inférieurs à 40 m² en zone U des POS/PLU et à ceux sans occupation permanente.

Conformément aux articles R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte les règles particulières de construction au stade de la conception est jointe à toute demande de permis de construire ou de permis d'aménager.

II.5.1.1.2 Règles particulières de construction

Les projets pouvant être autorisés au titre du présent chapitre permettent d'assurer la protection des personnes

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
b1	5 kW/m²

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
b1	/

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
b2-b4	35 à 50 mbar	déflagration	20 à 50 ms
b3	35 à 50 mbar	onde de choc	20 à 100 ms

II.5.1.2 Conditions d'utilisation et d'exploitation

Tous les projets d'ERP quelle que soit leur capacité et d'ouvrages destinés au cheminement des piétons, des cyclistes ou d'arrêt bus des transports en commun doivent faire l'objet d'un affichage du risque et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

**Z
O
N
E
S**

b1

b2

b3

b4

TITRE III - MESURES FONCIÈRES

En application de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite les zones dans lesquelles peuvent être instaurés le droit de préemption urbain et le droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existants et celles dans lesquelles l'expropriation des immeubles et droits réels immobiliers peut être déclaré d'utilité publique.

Chapitre III.1 – Les mesures définies

Article III.1.1. Mesures définies dans les secteurs Ex

Sans objet

Article III.1.2 Mesures définies dans les secteurs De

Conformément à l'article L. 515-16 II de l'environnement et en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, un seul secteur est inscrit en zone de délaissement potentiel sur la commune de Village-Neuf:

- un secteur de délaissement dénommé De 2 sur le plan de zonage réglementaire situé dans la zone r,

Le droit de délaissement régi par le code de l'expropriation confère au propriétaire d'un bâtiment ou partie de bâtiment n'appartenant pas au domaine public et situé dans un secteur de délaissement potentiel, la possibilité d'exiger l'acquisition de ce bien par la personne qui a institué ce droit, à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation.

Deux secteurs appartenant au domaine public de collectivités sont également en zone de délaissement potentiel:

- ✓ un secteur de délaissement dénommé De 1 sur le plan de zonage réglementaire situé dans la zone r,
- ✓ un secteur de délaissement dénommé De 7 sur le plan de zonage réglementaire situé dans la zone r,

Tant que leur statut domanial est maintenu, ces biens ne sont pas susceptibles de faire l'objet de mesures foncières.

Article III.1.3 Droit de préemption

Le droit de préemption urbain peut être institué par les communes de Village-Neuf et Huningue, chacune sur la partie des zones réglementées par le PPRT les concernant et dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

Chapitre III.2 - Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières

Les mesures foncières seront étalées dans le temps selon l'ordre de priorité suivant:

SECTEUR	PRIORITE
De 1	sans objet
De 2	Priorité 1
De 7	sans objet

TITRE IV - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

PRÉAMBULE – PRINCIPES GENERAUX

Les définitions et précisions figurant en préambule du titre II sont essentielles pour la bonne compréhension du titre IV du règlement du PPRT.

Chapitre IV.1 - Mesures relatives à l'aménagement

Article IV.1.1 Généralités

Les prescriptions définies dans les articles suivants sont obligatoires pour les logements existants à la date d'approbation du PPRT, dans la limite;

- du plafond ci-après lorsqu'il est inférieur à 10% (dix pour-cent) de la valeur vénale du bien existant concerné:
- 20 000 € (vingt mille euros), lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ;
- de 10% (dix pour-cent) de la valeur vénale du bien existant concerné, dans le cas contraire

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse ces valeurs limites, des travaux de protection à hauteur de celles-ci sont menées afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif prescrit .

Ces mesures obligatoires sont à la charge des propriétaires, exploitants et utilisateurs des biens, pour se mettre en conformité avec les prescriptions dans le délai qui leur est fixé dans les chapitres suivants.

Les prescriptions permettent d'assurer aux occupants une protection contre les effets toxique, thermique ou de surpression engendrés par les installations de DSM Nutritional Products France et Rubis Terminal.

Ces effets sont variables en nature et en intensité selon la localisation du bien ou de l'activité.

Les protections à mettre en œuvre peuvent nécessiter la réalisation d'études spécifiques pour déterminer les intensités réelles au droit du projet. Ces études doivent prendre en compte la localisation des sources des phénomènes dangereux figurant dans les études de dangers décrites dans la note de présentation:

- pour un effet thermique, l'intensité à prendre en compte est calculée en [kW/m²] en cas d'effet continu ou en [(kW/m²)^{4/3}.s] en cas d'effet thermique transitoire;

- pour un effet de surpression, l'intensité à prendre en compte est calculée en millibars [mbar], caractérisée par une déflagration ou une onde de choc avec un temps d'application à déterminer et exprimé en millisecondes [ms];
- pour un effet toxique, il s'agit de la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné (cf. annexe 1a du règlement) avec l'objectif de performance exprimé par un coefficient d'atténuation cible Att (en %) et calculé à partir de l'intensité réelle de l'effet toxique au droit du projet.

Le calcul du niveau de perméabilité à l'air (n_{50}) à respecter pour que l'objectif de performance A_{tt} soit atteint devra être réalisé conformément au cahier des charges décrit en annexe 1 du règlement.

Pour les biens autres que les logements, les propriétaires ou gestionnaires, ainsi que les responsables des activités qui y sont implantées mettent en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables en tenant compte du type de risques auxquels leur bien ou activité est soumis, ainsi que de la gravité, de la probabilité et de la cinétique de ces risques. Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité.

Article IV.1.2. Prescriptions applicables en zone rouge foncé R

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT entrant dans le champ de l'application du présent article, des travaux de réduction de la vulnérabilité et le cas échéant des études sont réalisés dans un délai de 8 (huit) ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens.

La loi prévoit que le coût des travaux prescrits ne peut excéder un plafond rappelé à l'article IV.1.1. En cas de dépassement de ce seuil, les prescriptions sont réalisées à hauteur de ce plafond avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

IV.1.2.1. Prescriptions sur le bâti

Les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti permettent d'assurer la protection des occupants de ces biens:

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
R1	> 8 kW/m ²
R2	> 8 kW/m ²
R4	> 8 kW/m ²

Lorsque l'intensité de l'effet thermique continu est indiquée comme supérieure à 8 kW/m², la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT;

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
R1	/
R2	$>1800 [(kW/m^2)^{4/3}].s$
R4	$>1800 [(kW/m^2)^{4/3}].s$

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à $>1800 [(kW/m^2)^{4/3}].s$ la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT.

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)
R1	50 à 140 mbar	déflagration
R2	> 200 mbar	à calculer à partir d'études spécifiques
R4	> 200 mbar	à calculer à partir d'études spécifiques

Lorsque l'intensité de l'effet de surpression est indiquée comme supérieure à 200 mbar, la valeur de l'objectif de protection et les caractéristiques de l'effet (type de signal et temps d'application) en fonction de la localisation doivent être déterminées de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT ;

Lorsque l'intensité de l'effet de surpression indiquée est de 200 mbar, les caractéristiques de l'effet (type de signal et temps d'application) en fonction de la localisation doivent être déterminées de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT.

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives fixées à l'annexe 1 du règlement et respectant l'objectif de performance Att suivant en fonction de la zone:

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
R1	7,30 %
R3	6,90 %
R4	17,00 %

Pour les zones pour lesquelles il est indiqué que le taux d'atténuation est inférieure à 6,9 %, le taux d'atténuation cible sur l'emplacement du projet est à déterminer par des études spécifiques à mener à partir des données fournies par les études de danger, à l'origine du présent PPRT, citées dans la note de présentation.

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et 5D.

Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre (s) et donc que l'(ses)objectif(s) à respecter est(sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, la réalisation des travaux permet d'assurer la protection des personnes pour cet(ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

IV.1.2.1. 1 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation

Dans toute la zone de nuage précisée en annexe 2 les menuiseries extérieures sont maintenues fermées (en fonctionnement courant) sauf pour usages ponctuels.

IV.1.2.2. Prescriptions sur les infrastructures de transport

Sont prescrites, sous réserve de l'application de la circulaire IOCE1205262C du 30 mars 2012 relative à la protection des voyageurs circulant sur les infrastructures ferroviaires:

- réalisation d'une étude portant sur chaque infrastructure de transport existante présente dans la zone et analysant :
 - ✓ l'existence ou la faisabilité de solutions alternatives totales ou partielles permettant d'assurer le même service (transfert, rabattement...) en diminuant la vulnérabilité des usages ;
 - ✓ la faisabilité technique et financière de mesures de réduction de la vulnérabilité (travaux de protection) ;
- réalisation d'ouvrages de protection, adaptation des consignes d'exploitation et/ou de la signalisation, de manière à assurer aux usagers des infrastructures et réseaux de transports existants un niveau de protection aussi voisin que possible que celui des occupants de bâtiments ;
- mise en place d'une signalisation des risques pour les usagers de l'infrastructure de transport et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

Article IV.1.3. Prescriptions applicables en zone rouge clair r

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT entrant dans le champ de l'application du présent article, des travaux de réduction de la vulnérabilité et le cas échéant des études sont réalisés dans un délai de 8 (huit) ans à compter de la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens.

La loi prévoit que le coût des travaux prescrits ne peut excéder un plafond rappelé à l'article IV.1.1. En cas de dépassement de ce seuil, les prescriptions sont réalisées à hauteur de ce plafond avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Les travaux complémentaires font l'objet de recommandations (cf cahier de recommandations).

IV.1.3.1. Prescriptions sur le bâti

Les travaux de réduction de vulnérabilité du bâti permettent d'assurer la protection des occupants de ces biens:

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
r1	8 kW/m ²
r3	/

Lorsque l'intensité de l'effet thermique continu est indiquée comme supérieure à 8 kW/m², la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT;

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous :

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
r1-r3	1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s

Lorsque l'intensité de l'effet thermique transitoire est indiquée comme supérieure à >1800 [(kW/m²)^{4/3}].s la valeur de l'objectif de protection en fonction de la localisation doit être déterminée de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT.

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
r1	50 à 140 mbar	onde de choc	20- 1000 ms
r5	50 à 140 mbar	déflagration	20-50 ms

Lorsque l'intensité de l'effet de surpression indiquée est de 200 mbar, les caractéristiques de l'effet (type de signal et temps d'application) en fonction de la localisation doivent être déterminées de façon plus précise en exploitant en tant que de besoin les études de danger à l'origine du présent PPRT.

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives fixées à l'annexe 1 du règlement et respectant l'objectif de performance suivant, fonction de l'usage des bâtiments et de l'exposition des locaux de confinement:

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
r1	17,00 %
r2	6,90 %
r4	7,30 %
r5	9,60 %

Pour les zones pour lesquelles il est indiqué que le taux d'atténuation est inférieure à 6,9 %, le taux d'atténuation cible sur l'emplacement du projet est à déterminer par des études spécifiques à mener à partir des données fournies par les études de danger, à l'origine du présent PPRT, citées dans la note de présentation.

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et 5D.

Lorsqu'une étude démontre qu'un bien existant est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre(s) et donc que l'(ses) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, la réalisation des travaux permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

IV.1.3.1.1 Prescriptions sur l'utilisation et l'exploitation

Dans toute la zone de nuage précisée en annexe 2 les menuiseries extérieures sont maintenues fermées (en fonctionnement courant) sauf pour usages ponctuels.

IV.1.3.2 Prescriptions sur les infrastructures de transport

Sont prescrites, sous réserve de l'application de la circulaire IOCE1205262C du 30 mars 2012 portant sur les infrastructures ferroviaires:

- la réalisation d'une étude portant sur chaque infrastructure de transport existante présente dans la zone et analysant:
 - ✓ l'existence ou la faisabilité de solutions alternatives totales ou partielles permettant d'assurer le même service (transfert, rabattement...) en diminuant la vulnérabilité des usagers ;
 - ✓ la faisabilité technique et financière de mesures de réduction de la vulnérabilité (travaux de protection) ;
- la réalisation d'ouvrages de protection, adaptation des consignes d'exploitation et/ou de la signalisation, de manière à assurer aux usagers des infrastructures et réseaux de transports existants un niveau de protection aussi voisin que possible que celui des occupants de bâtiments ;
- la mise en place d'une signalisation des risques pour les usagers de l'infrastructure de transport et des conduites à tenir en cas d'accident technologique.

Article IV.1.4 Prescriptions applicables en zone bleu foncé B

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
B1	5KW/m ²

- pour un effet thermique transitoire dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique transitoire
B1	/

- pour un effet de surpression dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet de surpression	Caractéristiques de l'effet de surpression (type de signal et temps d'application)	
B1-B2-B5	50 à 140 mbar	onde de choc	20 à 100 ms
B3	50 à 140 mbar	déflagration	20 à 50 ms

- pour un effet toxique par la mise en œuvre d'un dispositif de confinement correctement dimensionné selon les conditions constructives fixées à l'annexe 1 du règlement et respectant l'objectif de performance suivant, fonction de l'usage des bâtiments et de l'exposition des locaux de confinement

Zonage réglementaire	Att (taux d'atténuation cible)
B1-B2	17,00 %
B3-B4-B6-B7	7,30 %

Les études sont menées sur la base des conditions atmosphériques F3 et 5D.

Dans le cas d'ERP associé à un logement attenant et communiquant, un seul local de confinement peut être prévu et dimensionné alors pour l'ensemble, l'objectif de performance à atteindre pour le local de confinement est alors celui fixé pour l'ERP.

Dans le cas de bâtiments accueillant plusieurs ERP, un ou plusieurs locaux de confinement peuvent être prévus communs à ces établissements, ils sont alors dimensionnés et accessibles pour l'ensemble.

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une (ou des) intensité(s) moindre(s) et donc que l'(es) objectif(s) à respecter est (sont) moindre(s) que celui (ceux) prescrit(s) au présent article, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet (ces) objectif(s).

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments techniques ainsi qu'à ceux à destination de stockage ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article IV.1.5 Prescriptions applicables en zone bleu clair b

- pour un effet thermique continu dont l'intensité est précisée pour chacune des zones dans le tableau ci-dessous:

Zonage réglementaire	Intensité de l'effet thermique continu
b1	5 kW/m²/

Chapitre IV.2 – Mesures relatives à l'utilisation et à l'exploitation

Sauf spécifications particulières, les mesures du présent chapitre sont applicables à compter de la date d'approbation du présent PPRT.

Article IV.2.1 Utilisation et exploitation des bâtiments d'activité en zones rouge foncé R et rouge clair "r"

Une procédure interne à l'activité précise les dispositions minimales permettant aux personnes amenées à intervenir dans cette zone de se protéger au mieux. Cette procédure porte à minima sur :

- Dans toute la zone de nuage précisée en annexe 2, les menuiseries extérieures sont maintenues fermées (en fonctionnement courant) sauf pour usages ponctuels;
- le comportement à tenir, la mise à disposition d'équipements de protection individuels, l'information de l'établissement AS en vue que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées ;
- la mise en place au niveau de chaque bâtiment d'activité existants à l'approbation du PPRT d'une signalisation des risques.

Article IV.2.2 Utilisation et exploitation des bâtiments d'activité en zone bleu foncé "B"

Les activités existantes sont exploitées de manière à réduire autant que faire se peut la vulnérabilité des personnels, ceux-ci reçoivent notamment une formation adaptée au risque.

Une signalisation des risques et les conduites à tenir en cas d'accident technologique est mise en place au niveau de chaque bâtiment d'activité existants à l'approbation du PPRT.

Article IV.2.3 Utilisation et exploitation des ERP et des IOP en zone bleu foncé "B"

Une signalisation de danger industriel, à destination des usagers est mise en place par le gestionnaire de l'établissement recevant du public ou de l'installation ouverte au public dans un délai d'un an.

La signalisation devra comprendre une mention relative à l'attitude à adopter, par les usagers, en situation normale et en cas d'alerte.

Article IV.2.4 Caravanes, campings-cars et résidences mobiles

Sont interdits, en zone rouge foncé "R ", rouge clair "r " et bleu foncé "B ", l'usage temporaire ou permanent de caravanes, de campings-cars ou de résidences mobiles ainsi que de « HLL » ou « bâtiments modulaires de loisirs ».

Article IV.2.5 Cheminements cyclables et piétonniers

Une signalisation de danger industriel, à destination des usagers est mise en place par le gestionnaire du cheminement cyclable ou piétonnier, dans un délai d'un an, au niveau de ses entrées dans le périmètre d'exposition aux risques. La signalisation devra comprendre une mention relative à l'attitude à adopter, par les usagers, en situation normale et en cas d'alerte.

Sont interdits le balisage et la diffusion d'itinéraires cyclable ou piétonnier incitant à circuler dans la zone.

Article IV.2.6 Stationnement sur le domaine public des poids lourds transportant des matières dangereuses.

Est interdite, en zone rouge foncé "R "et rouge clair "r ", le stationnement sur le domaine public des poids lourds transportant des matières dangereuses.

Article IV.2.7 Manifestations

La traversée ou la présence en zones rouge foncé "R " et rouge clair "r "de manifestations susceptibles d'augmenter notablement le nombre de personnes exposées sont interdites.

TITRE V - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Aucune servitude d'utilité publique instituée en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense est recensée à ce jour.

Liste des annexes au règlement

- **Annexe 1** : Dispositions constructives de protection des bâtiments contre le risque toxique.
 - ✓ Annexe°1a : Conditions constructives pour un projet de construction.
 - ✓ Annexe°1b : Travaux et mesures de protection à réaliser sur les bâtiments existants.
 - ✓ Annexe°1c : Précisions sur le calcul du niveau de perméabilité à l'air des locaux de confinement dans le cas des bâtiments non résidentiels.
 - ✓ Annexe°1d : Précisions sur le mode opératoire de la mesure de perméabilité à l'air réalisée sur les locaux de confinement
- **Annexe 2** : carte des enveloppes des intensités des feux de nuages

Département du Haut-Rhin
Communes de Village-Neuf et Huningue

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

DSM Nutritional Products France et Rubis Terminal

Modification n° 2



- Notice de présentation
- Plan de zonage réglementaire
- Règlement
- **Cahier de recommandations**

Dossier de la modification n°2 du PPRT
approuvé par arrêté préfectoral n° 00108 BP 02 août 2019

Table des matières

TITRE I. : DISPOSITIONS GENERALES.....	3
Article I.1. : Champ d'application.....	3
Article I.2. : Articulation avec le règlement.....	3
TITRE II. : RECOMMANDATIONS SUR LES REGLES CONSTRUCTIVES.....	4
Article II.2.1: Recommandations relatives aux zones rouge foncé (R) et rouge clair (r).....	4
Article II.2.2: Recommandations relatives aux zones bleu foncé (B).....	4
Article II.2.3: Recommandations relatives aux zones bleu clair (b).....	4
Article II.2.4: Recommandations relatives à la zone verte (v).....	4
TITRE III. : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS	5
Article III.1.1: Recommandations relatives aux biens et activités existantes pour lesquels les travaux de renforcement prescrits dépassent le plafond précisé à l'article IV.1.1 du règlement.....	5
Article III.1.2: Mesures sur les biens qui, pour un même effet, font l'objet de prescriptions ou de recommandations selon leur destination ou leur usage.....	5
Article III.1.3. : Mesures sur les biens existants en zone verte (v).....	5
Article III.1.4: Transports collectifs.....	5
Article III.1.5: Restrictions des usages et mesures sur terrain nu.....	5

TITRE I. : DISPOSITIONS GENERALES

Article I.1. : Champ d'application

Les recommandations concernent:

- les biens soumis uniquement à recommandations à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque (zone verte indiquée sur le plan de zonage réglementaire) ;
- les biens dont les travaux de renforcement prescrits dépassent le plafond précisé à l'article IV.1.1 du règlement ;
- les biens qui font l'objet de prescriptions pour un type d'effet et de recommandations pour un autre type d'effet ;
- les biens qui, pour un même effet, peuvent faire l'objet de prescriptions ou de recommandations selon leur destination ou leur usage ;
- les restrictions d'usage.

Article I.2. : Articulation avec le règlement

Le règlement du PPRT impose des prescriptions concernant à la fois l'urbanisme, les règles de construction, la réalisation de mesures de protection et les usages. Il est complété par des recommandations tendant à renforcer la protection des populations.

Ces recommandations, telles que définies par l'article L 515-16-8 du code de l'environnement, n'ont pas d'obligation de réalisation:

« les PPRT peuvent également comporter des recommandations pouvant servir d'orientations à l'occasion de projets ultérieurs de travaux, d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et terrains de camping. Ces recommandations n'ont pas de caractère prescriptif ».

Elles permettent de compléter le dispositif réglementaire en apportant des éléments d'information ou des conseils.

TITRE II. : RECOMMANDATIONS SUR LES REGLES CONSTRUCTIVES

Préambule

Les définitions et précisions figurant au préambule du titre II du règlement sont nécessaires pour la bonne compréhension du cahier de recommandations du PPRT.

Article II.2.1: Recommandations relatives aux zones rouge foncé (R) et rouge clair (r)

Sans objet pour les zones rouge foncé (R) et rouge clair (r)

Article II.2.2: Recommandations relatives aux zones bleu foncé (B)

Sans objet pour les zones bleu foncé (B)

Article II.2.3: Recommandations relatives aux zones bleu clair (b)

Sans objet pour les zones bleu clair (b)

Article II.2.4: Recommandations relatives à la zone verte (v)

Sans objet pour la zone verte (v)

TITRE III. : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

Article III.1.1: Recommandations relatives aux biens et activités existantes pour lesquels les travaux de renforcement prescrits dépassent le plafond précisé à l'article IV.1.1 du règlement

Sans objet.

Article III.1.2: Mesures sur les biens qui, pour un même effet, font l'objet de prescriptions ou de recommandations selon leur destination ou leur usage

Sans objet.

Article III.1.3: Mesures sur les biens existants en zone verte (v)

Sans objet

Article III.1.4: Transports collectifs

L'adaptation des trajets des transports collectifs à infrastructures légère est à étudier pour réduire leur vulnérabilité en agissant sur le choix du tracé des lignes et éventuellement des arrêts.

Article III.1.5: Restrictions des usages et mesures sur terrain nu

Sur les terrains nus des zones rouge foncé (**R**), rouge clair (**r**) et bleu foncé (**B**), il est recommandé aux autorités compétentes de prendre un arrêté afin d'interdire:

- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer le public (rassemblement type technival, cirque, etc.);
- la circulation organisée des piétons ou des cyclistes, sauf pour la desserte des zones exposées.

La mise en place d'une signalisation rappelant les risques par le propriétaire est également recommandé au niveau du terrain nu au nord du site DSM Nutritional.

